

2 Politique

Majorité républicaine et sociale pour l'émergence
Le BDC interpelle le gouvernement

SM

Libreville/Gabon

Dans une déclaration à la presse hier, le président du Bloc démocratique chrétien, Guy Christian Mavioga, a attiré l'attention de l'équipe gouvernementale sur un certain nombre de points importants de la vie de la nation.

LE Bloc démocratique chrétien (BDC), formation politique présidée par Guy Christian Mavioga, membre de la Majorité républicaine et sociale pour l'émergence (MRSE), a effectué une sortie, hier, à son siège. Au cours de celle-ci, son président, a tenu à attirer l'attention du gouvernement sur certains points importants de la vie de la nation. S'agissant de la situation économique, au regard des difficultés conjoncturelles actuelles, M. Mavioga a déclaré : "le gouvernement devrait revenir aux fondamentaux pour accroître



Le président du BDC, Guy Christian Mavioga, face à la presse.

ses recettes fiscales, douanières et les revenus issus de l'exploitation pétrolière". Selon lui, le retour à la sérénité dans les régies financières et le secteur pétrolier devrait "permettre d'obtenir des financements directs sans avoir systématiquement recours aux emprunts extérieurs". D'autant que, a-t-il avancé, plus que par le passé, notre pays a besoin de ces administrations pour relancer son économie. D'où, a-t-il indiqué,

son inquiétude quant à "la propension du gouvernement à affaiblir lesdites administrations alors qu'il faudrait simplement leur assigner de nouveaux objectifs en déplaçant les recettes par exemple". De plus, a-t-il poursuivi, certaines mesures gouvernementales méritent d'être suspendues momentanément. "C'est le cas de l'interdiction d'importer le bois sous forme de grumes", a-t-il précisé. D'autant que,

selon lui, en pareille circonstance, il serait salvateur pour notre économie de bénéficier des recettes issues de cette activité. En permettant, à nouveau, pendant une durée de trois ans, l'exportation de bois sous forme de grumes. Abordant le volet éducatif, le porte-parole de la MRSE a interpellé le gouvernement sur la nécessité de prendre toutes les dispositions, afin d'apporter des solutions aux problèmes ré-

currents d'insuffisance de tables-bancs dans les écoles de notre pays. De même, il a suggéré au gouvernement de mettre à profit cette période de grandes vacances pour renforcer les infrastructures scolaires. En outre, l'orateur a exhorté, dans un esprit diplomatique, "l'Union africaine et la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (Cémac), à unir leurs efforts afin de réaffirmer la souveraineté

de leurs états respectifs et de protéger leurs agents publics malmenés par les juridictions extérieures sous le prétexte du respect des accords internationaux alors que l'égalité souveraine entre les États suppose l'absence de toute hiérarchie entre eux. De même qu'elle exclut que l'un d'eux soit soumis à des actes coercitifs ou d'autorité, y compris juridictionnels d'un autre État».

Et d'ajouter : "Le BDC ne comprend pas que des procédures juridictionnelles soient initiées dans des pays dits amis au nom de certaines populations africaines, que des biens et des comptes bancaires soient saisis sans que lesdits biens ne soient rétrocédés aux pays pour le compte desquels ces actions en justice ont été intentées». Sauf à croire, a conclu M. Mavioga, que "ces actions en justice sont intentées pour légitimer l'extorsion des fonds au moyen d'amendes exorbitantes et l'expropriation des biens des Africains".

Législatives à venir

L'Union nationale bel et bien partante

Martina ADA METOULE

Libreville/Gabon

Le principal parti de l'opposition dirigé par Zacharie Myboto a annoncé sa participation aux élections législatives prévues en avril 2018. Toutefois, cette formation politique a marqué sa "déception" face au récent report de ce scrutin.

L'UNION nationale (l'UN) prendra part aux élections législatives prévues pour avril 2018. C'est ce qu'a laissé entendre l'un de ses vice-présidents, François Ondo Edou, au cours de l'entretien qu'il nous a accordé le week-end écoulé. Même si le parti politique dirigé par Zacharie Myboto n'a pas accueilli favorablement le report des législatives, l'UN a toutefois exprimé ses ambitions par rapport à ce scrutin.



Quelques membres du directoire de l'Union nationale lors de leur dernier congrès.

Comme tout parti politique qui se respecte, a dit le vice-président, "l'UN concourt à l'expression du suffrage universel, c'est sa raison d'être. A cet effet, nous nous organisons pour être debout, présents et prêts lorsque l'heure du choix des représentants du peuple souverain sonnera". Aussi, a-t-il

saisi cette occasion pour rejeter en bloc toute idée de boycott du scrutin à venir. "Cette fois le boycott ne sera pas au rendez-vous. Nos adversaires trouveront sur le chemin de l'Assemblée nationale les forces de la Coalition regroupées autour de Jean Ping (...)", a-t-il lâché.

Par ailleurs, a-t-il poursuivi, afin de mieux préparer ce scrutin, l'UN entend se déployer sur toute l'étendue du territoire national. "Notre parti continue ses activités d'implantation, de sensibilisation et d'éducation des citoyens, de mise en place et de renouvellement de ses structures de base". A

ce titre, François Ondo Edou a annoncé le lancement dans les tout prochains jours, d'une "vaste" caravane qui conduira cette formation politique de l'opposition dans l'ensemble du pays. Nous allons, a-t-il précisé, "déployer neuf équipes sur le terrain, c'est-à-dire dans chacune de nos

provinces". Rappelons qu'à la veille de cet échange avec François Ondo Edou, l'un des vice-présidents de l'UN, Raphaël Badenga Lendoye, avait réagi suite à la récente décision de la Cour constitutionnelle de reporter à nouveau les élections législatives. En présence du président de l'UN, il avait indiqué : "la prorogation d'un mandat est une extension hors délai d'une nomination ou d'une délégation de pouvoir octroyée. Elle doit avoir un caractère exceptionnel et s'appuyer sur des bases légales incontestables (...)". Avant d'ajouter : "Il est inadmissible que la Haute juridiction se fonde sur les conclusions du Dialogue politique pour passer outre les dispositions claires et précises de la Loi fondamentale".

Vie des partis/BDP

Appel à la mise en œuvre des Actes du Dialogue politique

A.N

Libreville/Gabon

PAR la voix de son président, Heinz Essongue, le Bloc démocratique des patriotes, formation politique de l'opposition modérée, a appelé, le week-end écoulé, à la matérialisation des Actes du Dialogue politique". Au nombre des actions réclamées, figurent notamment, a-t-il précisé, la nomination du nouveau

gouvernement chargé de mettre en œuvre justement les résolutions d'Agondjé, et la commission ad hoc paritaire en charge du suivi-évaluation. Pour le président de ce parti de l'opposition modérée, la matérialisation des résolutions d'Agondjé devrait davantage décrier le climat politique, tout en rassurant les populations sur la volonté des politiques d'éviter que notre pays revive des lendemains électoraux douloureux. "Si

les Actes du Dialogue ne sont pas matérialisés dans des brefs délais, l'opinion pourrait croire que les participants au Dialogue politique inclusif et sans tabou se livreraient à de la politique politicienne", a-t-il insinué. Non sans avoir indiqué qu'il ne faudrait pas que la classe politique manifeste trop son impatience. "La mise en œuvre des Actes du Dialogue politique devrait impacter de manière considérable la vie politique de notre pays. Donc, il faudrait laisser le

temps aux autorités pour qu'elles matérialisent les conclusions auxquelles nous avons abouti à Agondjé", a-t-il avancé, tout en réaffirmant son soutien au chef de l'État. Dans la foulée, M. Essongue a stigmatisé le comportement de certains membres de la diaspora qui s'en prennent physiquement aux personnalités en séjour en France ou aux États-unis. "Ces attitudes n'honorent ni leurs auteurs ni le pays. Car



Le président du BDP, Heinz Essongue, lors de sa déclaration.

en violentant les personnalités, ces compatriotes écornent l'image de notre nation. La démocratie, ce n'est pas la violence. Aussi, doivent-ils

utiliser les canaux appropriés et non se livrer à des agressions altérant notre vivre-ensemble", a-t-il dit.